

Arrondissement de Grasse


**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
Cours Massena - CS 82205  
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>80</b>	<b>64</b>	<b>16</b>

N° de la séance : 16

Objet de la délibération : DGA / VSC -  
Accompagnement de la jeunesse -  
Convention cadre portant coopération  
avec la Ville de Biot

 Original  
▪ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2021.087

Date de la convocation :

**Le 29/06/2021**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **09 JUL. 2021**

de la réception s/Préfecture  
en date du **09 JUL. 2021**

Pour le Président,  
La Responsable de Service



Corinne SAINTAINE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 05 juillet 2021**

L'an deux mil vingt et un et le 05 juillet à 14h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, aux espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Geneviève PIERRAT, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Marika ROMAN, Tanguy CORNEC, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Hassan EL JAZOULI, Isabelle GARCIA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOUI HUGUENIN VUILLEMIN, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

**PROCURATIONS :**

Georges VAZIA à Eric CHALVIN, François ZEMA à Aline ABRAVANEL, Marie ANASSE à Christophe FONCK, Simone TORRES-FORET DODELIN à Alexia MISSANA, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Catherine LANZA à Eric CHALVIN, Marc BORIOSI à Jean LEONETTI, Marion MUSSO à Christophe FONCK, Alain BERNARD à Marika ROMAN

**ABSENTS :**

Kevin LUCIANO, Jean-Pierre MASCARELLI, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Christophe ETORE, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Alexia MISSANA**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.



**Monsieur LEONETTI,**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a déclaré dès 2003 comme étant d'intérêt communautaire les actions de prévention de la délinquance, d'accès au droit et d'insertion par l'économique.

Depuis 2004, la CASA et la commune de Biot entretiennent des liens de coopération dans le domaine de la prévention jeunesse à partir d'interventions réciproques.

Le Service Jeunesse de la commune de Biot et le Service prévention jeunesse de la CASA mettent en œuvre une politique orientée vers des missions sociales, éducatives, culturelles, préventives, de médiation, d'insertion sociale et professionnelle.

L'objectif de ces deux institutions est d'avoir dans le domaine de la jeunesse une approche globale et complémentaire sur le territoire, en favorisant le travail en réseau et la transversalité entre tous les acteurs des politiques de prévention jeunesse (C.A.S.A., Commune, Mission Locale, associations locales...) ; à travers une convention de coopération renforcée.

Ainsi, par délibération n°CC.2016.171 en date du 19 décembre 2016, le Conseil Communautaire avait validé le principe de cette coopération, formalisée dans une convention cadre prévue pour une période de quatre ans, applicable jusqu'au 15 mars 2021.

Cette coopération s'exerce par le biais de différentes actions, dans le cadre notamment des opérations courts chantiers, de la carte LOL 16-25, de séjours et d'ateliers basés sur le savoir-être, la confiance en soi, la culture, le sport, les loisirs, ...

Aujourd'hui, les deux parties s'engagent par ailleurs à renforcer certaines interventions et à en créer de nouvelles à destination des jeunes, des familles et des adultes ; en recherchant de nouveaux partenariats.

Aussi, au regard du bilan positif de ce partenariat, la CASA et la commune de Biot souhaitent poursuivre et formaliser leurs missions par une nouvelle convention fixant les modalités de cette coopération renforcée et définissant les différents moyens mis en commun, ainsi que les conditions de réalisation des actions.

La présente convention est fixée pour une durée de six ans. Elle pourra être renouvelée de façon expresse.

Ce partenariat ne donnant pas lieu à une augmentation significative des charges pour les deux parties, il est conclu à titre gratuit.

Vu la délibération prise en Conseil Municipal de Biot en date du 8 avril 2021 ;

Vu l'avis favorable de la Commission Habitat – Cohésion Sociale du 3 juin 2021 ;

Vu l'intérêt que représente ce partenariat dans le domaine de la jeunesse pour la C.A.S.A. ;

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les termes de la convention cadre portant sur la coopération renforcée entre la CASA et la commune de Biot, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tout document relatif à ce partenariat.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver les termes de la convention cadre portant sur la coopération renforcée entre la CASA et la commune de Biot, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tout document relatif à ce partenariat.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 05 juillet 2021  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



**CONVENTION CADRE PORTANT COOPERATION**  
**ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS (C.A.S.A)**  
**ET LA COMMUNE DE BIOT**  
**POUR L'ACCOMPAGNEMENT DE LA JEUNESSE**

## **POLITIQUE JEUNESSE : CONVENTION PORTANT COOPERATION ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS (C.A.S.A) ET LA COMMUNE DE BIOT POUR L'ACCOMPAGNEMENT DE JEUNESSE**

### **Entre**

La commune de Biot, représentée par son maire, Monsieur Jean-Pierre DERMIT, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 8 avril 2021, n° 5-01

Désignée ci-après « la commune »,

D'une part

### **Et**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI, agissant en vertu de la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2021

Désignée ci-après « la C.A.S.A. »,

D'autre part,

### **IL A TOUT D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIT**

Au regard de la volonté politique de la ville de Biot de porter une vision globale du citoyen de demain, concrétisée par l'accompagnement de l'enfant dès son plus jeune âge jusqu'à sa majorité, il a notamment été mis en place une politique jeunesse (11-25 ans) orientée vers des missions sociales, éducatives et culturelles.

Composé d'une équipe éducative diplômée de l'animation ayant une bonne connaissance et approche du public « adolescent », le service Jeunesse est chargé de participer au développement personnel des jeunes, de favoriser la réussite éducative en développant de nouvelles actions permettant une prise en compte de la jeunesse dans sa diversité.

Il a également pour mission de les accueillir, les informer, les accompagner et les orienter en fonction de leurs besoins. Le service Jeunesse propose ainsi des actions éducatives de loisirs de droit commun relevant de la prévention primaire (mesures prises avant la survenue de la violence).

La C.A.S.A a décidé, par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003, de mettre en œuvre la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire les actions de prévention de la délinquance dites de prévention secondaire (actions en direction d'un public ciblé et destinées à réduire les comportements inadaptés grâce à un accompagnement éducatif spécialisé) et tertiaire (volet curatif de la prévention destiné à prévenir et traiter la récidive). La commune conserve quant à elle la compétence pour les actions de prévention primaire et les actions éducatives en lien étroit avec la politique jeunesse et de l'enfance dont les enjeux relèvent davantage du territoire communal.

De ce fait, la C.A.S.A, met en place au titre de son intérêt communautaire "Politique de la Ville" des actions liées à son domaine de compétence que sont : la prévention de la délinquance, l'accès au droit et l'insertion par l'économique.

Déclinées sur Biot par activités, ces actions ont pour objectif de favoriser :

- L'insertion sociale et professionnelle des plus de 26 ans par le biais du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (P.L.I.E.) ;
- L'insertion sociale et professionnelle des 16 - 25 ans par le biais d'accompagnements socio-éducatifs individuels réalisés par un éducateur de prévention du service Prévention Jeunesse CASA et des actions collectives dans le cadre de dispositifs type Opération Courts chantiers ;
- L'accès et l'apprentissage de la citoyenneté dans le cadre de l'activité de l'Antenne de Justice de Valbonne ;
- Le maintien de la relation parents-enfants réalisé par le Service Trait d'Union dans le cadre d'une convention avec le Ministère de la Justice ;
- La prévention des violences conjugales réalisée par le Service Parenthèse.

Différentes structures participent aussi à cette politique jeunesse et constituent un réseau d'acteurs notamment :

- La Mission Locale Antipolis dans le cadre du service public pour l'emploi des jeunes ;
- Les associations locales intervenant auprès des publics jeunes, adultes et des familles.

Le cadre de ces actions, mises en œuvre au titre de la prévention de la délinquance, est abordé au sein d'une cellule de veille, afin d'évaluer leur pertinence face aux problématiques liées à la jeunesse et à la famille.

La politique jeunesse en direction des publics jeunes relève donc des compétences des deux institutions. Le service Jeunesse de la commune de Biot et la Direction de la Cohésion Sociale de la C.A.S.A. mettent en œuvre une coopération de travail renforcée afin de rendre plus efficaces et performantes les actions développées auprès de ce public.

Par conséquent la commune de Biot et la C.A.S.A souhaitent formaliser et développer leur partenariat dans le cadre d'une coopération pour l'accompagnement de la jeunesse afin de valoriser les actions menées et ainsi définir les différents moyens mis en commun et les conditions de réalisation des actions en précisant les obligations réciproques des parties.

L'objectif est d'avoir dans le domaine de la jeunesse une approche globale sur le territoire. La politique du service jeunesse s'appuie sur des actions de nature éducatives, préventives, de médiation et d'insertion sociale et professionnelle des jeunes.

Ces actions doivent s'adapter aux particularités de la jeunesse et s'articuler dans une totale complémentarité, ce qui nécessite une collaboration entre les différents acteurs en place (municipaux, communautaires et associatifs).

Aussi, afin de répondre de façon globale et adaptée aux besoins d'un public commun appartenant à un même territoire, il est primordial qu'une coopération renforcée se réalise de façon concertée permettant une amélioration du service rendu au public jeune.

## **IL A ENSUITE ETE CONVENU CE QUI SUIV**

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir la collaboration entre la commune de Biot et la Direction de la Cohésion Sociale de la C.A.S.A.

Elle formalise la coopération pour l'accompagnement de la jeunesse entre les deux institutions via des actions déjà existantes, d'autres à renforcer et à créer en recherchant de nouveaux partenariats à mettre en place à destination des jeunes, des familles et des adultes.

## ARTICLE 2 : OBLIGATIONS RECIPROQUES

Pour mener à bien cette coopération renforcée, les deux institutions s'engagent à mettre en place une organisation et un fonctionnement permettant d'optimiser les missions respectives des services et directions susvisées, de clarifier le rôle de chacun, de définir les attentes et objectifs à atteindre.

Des réunions de travail en matière de prévention sur ces dossiers communs seront régulièrement organisées par les responsables hiérarchiques des deux entités afin de faire le bilan de cette coopération, de partager des informations sur le territoire et de faire des propositions d'actions ou de proposer des réajustements en fonction des besoins recensés.

### ❖ SERVICES ET ANIMATIONS proposés aux jeunes de 11 à 25 ans

Le service Jeunesse propose des activités aux jeunes de 11 à 17 ans et met en œuvre :

- Dans le cadre de l'accueil de loisirs situé à Biot :
  - Des prestations d'accueil et d'activités adaptées, des projets d'animation et d'accompagnement, ainsi que l'organisation d'un séjour court, d'activités culturelles ou festives construisant un lien social entre générations, quartiers et communautés, en faveur des jeunes de 11 à 17 ans ;
  - Des séjours, de 7 à 12 jours, pris en charge par un prestataire, sont organisés, deux fois par an (séjour hiver et séjour été).
- Dans le cadre des activités ponctuelles : sorties et activités pendant les périodes scolaires, activités et sorties en matière de culture, de sport et de loisirs, rencontres des jeunes au lycée Simone Veil.
- Dans le cadre de la prévention : Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD) et cellule de veille, travail de rue à la demande, interventions au collège de l'Eganaude, ateliers ou activités culture, prévention des addictions, dispositif « copains bienveillants » (convention Gendarmerie et Education Nationale) ;
- Dans le cadre de l'accompagnement : dispositif jeunes, opérations courts chantiers, relai information jeunesse.

Ces manifestations sportives culturelles et de loisirs sont organisées par la commune de Biot et peuvent nécessiter une participation des agents de la CASA (« moi et mon avenir », « dispositif jeunes »).

Le service Jeunesse s'engage à coordonner, sous son entière responsabilité ces actions en organisant des réunions préparatoires, de suivi et de bilan.

Dans le domaine de l'animation, la C.A.S.A est amenée ponctuellement et de manière complémentaire à mettre en œuvre des sorties sportives, culturelles ou de loisirs, parfois en lien avec la Carte LOL16/25 (sorties sportives, culturelles, ateliers théâtre, par exemple).

### ❖ LE « TRAVAIL DE RUE »

Dans le cadre de la prévention de la délinquance, un travail de rue est organisé régulièrement sur les différents quartiers de Biot. Ce type d'intervention en binôme : un éducateur (CASA) et un animateur (service Jeunesse), au minimum une fois par semaine, permet d'une part, d'identifier des jeunes en besoin d'insertion sociale et professionnelle, et d'autre part, de mettre en œuvre un suivi éducatif

individuel et/ou une orientation vers les partenaires. Cette présence sociale permet le repérage et l'analyse du terrain. Le travail de rue peut aussi être déclenché, si besoin, avec un rythme et horaires adaptés selon les événements repérés ; ainsi qu'un diagnostic approprié.

#### ❖ **DISPOSITIF D'INSERTION**

Il est mis en place sur le territoire communautaire un dispositif spécifique nommé « Opérations Courts Chantiers » (OCC).

L'objectif est de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes et l'accès à l'emploi. Dans ce cadre, ces actions nécessitent l'identification d'un groupe de jeunes repérés, soit dans le cadre du travail de rue, soit dans le cadre de l'accueil des jeunes dans les structures jeunesse des villes, soit par le biais des accompagnements de la Mission Locale (secteur pouvant être élargi au moyen pays).

A ce titre, des agents du service Jeunesse peuvent être associés ponctuellement à partir d'un programme d'activités préalablement défini avec l'équipe de prévention C.A.S.A. Par ailleurs, il est pertinent de pouvoir déclencher un OCC selon les besoins et à la demande.

#### ❖ **ACTIONS VISANT LA CITOYENNETE**

Ces actions organisées et coordonnées par la C.A.S.A., en partenariat avec différents acteurs, permettent de sensibiliser et d'informer les élèves du collège par le biais notamment de l'exposition 13/18. Sont concernés également tous les jeunes inscrits dans des dispositifs de formation ou d'accès à l'emploi. Des informations sur leurs droits et devoirs au sein de la société sous différentes formes leurs sont délivrées par l'Antenne de Justice de Valbonne.

La C.A.S.A. mettra à disposition gratuitement l'exposition « 13/ 18 - Questions de Justice » et apportera ses compétences techniques, juridiques en mobilisant ses partenaires.

Le service Jeunesse s'engage selon ses disponibilités à participer et à mettre à disposition les agents et les équipements nécessaires à la réalisation de ces actions.

Toujours dans un même souci d'amélioration du service rendu au public, d'autres modalités de coopération pourront être envisagées, notamment la mise en place d'actions du service Jeunesse au sein de lieux publics communaux lors de journées ou demi-journées auxquelles pourront participer l'éducateur de prévention de la C.A.S.A. avec des outils spécifiques (photo-langage, théâtre expression corporelle, ateliers art-thérapie).

La présente convention s'appliquera dans le respect des modalités d'organisation du travail en vigueur dans chaque collectivité.

#### ❖ **CARTE LOL16/25**

Proposée par la C.A.S.A, gratuite et réservée aux jeunes âgés de 16 à 25 ans, cette carte leur permet de bénéficier d'avantages tarifaires dans les domaines de la culture, du sport et des loisirs. Ils bénéficient également d'informations en termes de prévention santé et de comportements à risques et plus globalement d'accès au droit.

Le service Jeunesse s'engage à informer sur cette carte, notamment durant ses manifestations communales. Elle en fera la communication via ses propres supports de communication.

#### ❖ **LA CELLULE DE VEILLE**

Présidée par un élu de la commune, animée par un agent territorial du service Jeunesse, cette instance de concertation aborde les priorités de la prévention de la délinquance et de la lutte contre l'insécurité. Elle mobilise les acteurs de l'Etat, des collectivités territoriales et du secteur économique et social.

Sur la commune, il y a deux formules de cellule de veille : plénière et restreinte.



La cellule de veille organise la réflexion et l'élaboration quant aux stratégies à coordonner avec des échanges d'informations et un traitement de situations nominatives, sous couvert d'une charte déontologique.

Lieu privilégié d'échange partenarial, elle permet l'évaluation, l'identification, le suivi et l'élaboration d'actions à mener pour prévenir et lutter contre les incivilités commises sur la commune.

L'intérêt de cette pluridisciplinarité est de croiser les compétences, les logiques institutionnelles et professionnelles pour aider les différents intervenants à accomplir au mieux leurs missions.

### **ARTICLE 3 : EVALUATION ET COORDINATION**

Les deux parties s'engagent à communiquer les référents et les chefs de services ainsi que l'organisation respective.

Un bilan qualitatif et quantitatif sera produit annuellement. Il précisera les actions mises en place sur la commune et les accompagnements socio éducatifs. Dans le cadre de la cellule de veille, une présentation sera faite aux partenaires afin d'évaluer les objectifs atteints et les réajustements si nécessaire.

### **ARTICLE 4 : MOYENS MATERIELS MIS A DISPOSITION**

Dans le cadre de ces activités, des moyens matériels pourront être mis à disposition, à savoir :

- Matériels C.A.S.A. : Mini bus de 8 places de la CASA– Exposition « Questions de Justice 13/ 18 ans »
- Matériel communal : pour l'éducatrice de prévention Jeunesse CASA, mise à disposition d'un local situé en mairie principale avec un espace de confidentialité, un jour par semaine, avec un accès autonome, un branchement internet.

L'utilisation de ces matériels se fera en fonction d'un planning à établir entre le service communal et communautaire concernés et à partir d'une procédure de prêt spécifique à chaque matériel. Tout utilisateur devra s'y conformer en signant un document s'engageant à la respecter.

L'éducatrice de prévention Jeunesse CASA peut également recevoir les jeunes biotois à l'Antenne de Justice de Valbonne et à la CASA.

### **ARTICLE 5 : CONDITIONS TARIFAIRES**

Le partenariat ne donnant pas lieu à une augmentation significative des charges pour les deux parties et considérant l'intérêt général qui s'y attache, il est conclu à titre gratuit.

### **ARTICLE 6 : RESPONSABILITES –ASSURANCES**

Concernant les dommages susceptibles d'être causés par leur action conjointe, la C.A.S.A. et le service Jeunesse restent chacune responsable des conséquences dommageables pouvant résulter de l'activité de leurs agents, des biens ou locaux éventuellement mis à disposition ou encore des activités propres à leurs compétences.

Le service Jeunesse de la ville de Biot et la CASA sont garantis au titre de leur responsabilité civile par une police d'assurance.

Concernant les dommages susceptibles d'être subis par la C.A.S.A. et par la commune ou leur biens respectifs, sauf à ce qu'une faute ait été commise par sa cocontractante, chacune des collectivités assume elle-même les risques encourus et renonce à exercer un recours contre la collectivité partenaire.

En revanche, la C.A.S.A. et la commune restent libres d'engager tout recours contre tout tiers à la convention ayant pu participer à la survenance d'un dommage au préjudice de l'une de ces collectivités.

#### **ARTICLE 7 : DATE D'EFFET – DUREE – TERME**

La présente convention est consentie pour une durée de six (6) ans. Elle prend effet une fois signée par les parties, et revêtue de son caractère exécutoire.

A l'issue des six ans elle pourra être renouvelée expressément.

#### **ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification à la présente convention fera l'objet d'un avenant.

#### **ARTICLE 9 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit, par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure d'exécuter restée sans effet.

Le service Jeunesse peut également mettre fin à la présente convention de plein droit, à tout moment, dans l'intérêt général, par simple lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un délai de préavis de deux mois.

#### **ARTICLE 10 : LITIGES**

En cas de différend lié à l'application de la présente convention, formalisé par courrier, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable avant toute action en justice. En cas d'échec de la voie amiable du règlement, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Nice.

Fait à Biot, en deux exemplaires originaux, le

Pour la Commune de Biot,  
Le Maire

Pour la C.A.S.A.,  
Le Président

Jean-Pierre DERMIT

Jean LEONETTI

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 05/07/2021  
Numéro : CC\_2021\_087  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Accompagnement de la jeunesse - Convention cadre portant coopération avec la Ville de Biot  
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement

**Interlocuteur**

Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : MqghwjU

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 09/07/2021  
Identifiant : 006-240600585-20210705-CC\_2021\_087-DE

**Acte reçu**

Date : 05/07/2021  
Numéro interne : CC\_2021\_087  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 5  
Objet : Accompagnement de la jeunesse - Convention cadre portant coopération avec la Ville de Biot  
Classification utilisée : 29/08/2019  
Document : 99\_DE-006-240600585-20210705-CC\_2021\_087-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_SE-006-240600585-20210705-CC\_2021\_087-DE-1-1\_2.PDF

N